

# 5G, numérique : nous voulons un débat démocratique

Par 11 maires de grandes villes\*  
et 57 élus nationaux et européens

**NOUS, MAIRES ET ÉLUS**, demandons au gouvernement un moratoire immédiat sur le déploiement de la 5G au moins jusqu'à l'été 2021. Pendant ce moratoire, nous demandons la tenue d'un débat démocratique décentralisé sur la 5G et sur les usages numériques. Nous demandons également pour les communes le droit à la subsidiarité concernant l'application du principe de précaution. La priorité doit être donnée à la réduction de la fracture numérique, à travers le développement de la fibre en zone rurale et en finalisant le déploiement de la 4G.

Le gouvernement a identifié la 5G comme un enjeu stratégique pour la France dans sa feuille de route et décidé que les fréquences seraient attribuées aux opérateurs téléphoniques dès septembre 2020. Cette décision survient sans étude d'impact climatique et environnemental ni aucune consultation publique préalable. Pourtant, l'utilité réelle de la 5G est loin d'être aussi évidente que le prétendent les opérateurs de téléphonie mobile ou le gouvernement. Pourtant, des questions environnementales, sanitaires et démocratiques sont posées.

L'impact environnemental induit par les usages numériques ne cesse d'augmenter, et, avec l'explosion des usages, les gains attendus par la faussement nommée « dématérialisation » ne sont pas démontrés. La technologie 5G est conçue pour permettre des débits dix fois supérieurs à la 4G sur les smartphones, mais son déploiement en France aboutira à un « effet rebond » par la hausse de la consommation de données et d'usage des télécommunications, synonyme d'une très forte consommation d'énergie. Par ailleurs, ce déploiement va exponentiellement accélérer l'exploitation de ressources naturelles

non renouvelables, la pollution due à l'extraction des métaux rares, et la génération de quantité de déchets pas ou peu recyclables. À l'heure actuelle, un très faible nombre de téléphones mobiles en circulation et en vente sont compatibles avec la 5G. Le déploiement de ce réseau mobile va impliquer un renouvellement d'une large part du matériel, augmentant encore l'empreinte écologique et le poids des déchets, et cela pour une nouveauté technologique dont l'utilité reste à démontrer. Une étude d'impact environnemental préalable sur la 5G est donc nécessaire avant d'envisager son déploiement.

« Le gouvernement doit décréter un moratoire sur l'attribution des fréquences jusqu'à l'été 2021 »

L'histoire récente nous a largement démontré qu'une vigilance citoyenne est toujours nécessaire en matière de santé publique. Une étude de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail est en cours, il nous semble indispensable d'attendre ses conclusions avant de déployer la 5G dans nos villes et dans nos campagnes. Les émissions d'ondes de la 5G s'ajoutent à celles des technologies antérieures, ce qui aboutira à une hausse du niveau d'exposition de la population aux ondes. De même, il est urgent de s'interroger sur l'impact

sanitaire de la multiplication d'objets hyperconnectés.

Alors que la technologie 4G n'est toujours pas totalement déployée, que les collectivités dépensent des sommes importantes pour équiper en fibre les espaces ruraux et des espaces mal desservis, l'arrivée de la 5G risque surtout d'aggraver les fractures numériques existantes. Nous souhaitons que les communes aient la capacité de choisir le mode d'accès à Internet et la maîtrise du développement des réseaux numériques.

Le déploiement massif d'objets connectés allant de pair avec la 5G participe de l'accaparement de données personnelles. On donne ainsi les clés d'un pouvoir de prévision et de contrôle social à des géants du numérique. Dans le contexte actuel d'urgence climatique et sociale, ce sont nos modes de vie mêmes qu'il est urgent d'interroger. L'inflation numérique doit nous amener à réfléchir d'urgence à nos besoins et à nos usages en la matière. Et ce choix ne doit être ni celui d'opérateurs, ni même celui d'experts, mais bien un choix de l'ensemble des citoyennes et des citoyens afin de décider de façon éclairée et démocratique l'installation ou non de la 5G. ●

\* Jeanne Barseghian, maire de Strasbourg (EELV); Jean-François Debat, maire de Bourg-en-Bresse (PS); Grégory Doucet, maire de Lyon (EELV); Emmanuel Denis, maire de Tours (EELV); Marc Gricourt, maire de Blois (PS); Pierre Humlic, maire de Bordeaux (EELV); Léonore Moncond'huy, maire de Poitiers (EELV); Éric Plolle, maire de Grenoble (EELV); Michèle Rubirola, maire de Marseille (EELV); Anne Vignot, maire de Besançon (EELV); Cédric Van Styvendael, maire de Villeurbanne (PS).

A lire sur [lejdd.fr](http://lejdd.fr)  
LA LISTE INTÉGRALE DES SIGNATAIRES